



à lire aujourd'hui...

les mots du jour de mars 2012

L'actualité de l'orientation s'accélère. Or c'est un processus complexe ; afin d'en éclairer tous les aspects, nous vous proposons de les découvrir sous forme d'un lexique illustré.

Chaque mot reste une dizaine de jours en ligne, une visite régulière vous permet de vous familiariser progressivement avec tous les concepts et d'en mesurer les enjeux.

Si vous trouvez ce document intéressant, envoyez-le à tous ceux de votre connaissance qui sont concernés par l'orientation ; la rubrique continue sur notre site :

<http://www.andcio.org/>

consultez-la régulièrement, et conseillez-la à vos amis.

5 mars 2012

« **accompagnement personnalisé (1)** », « orientation (21) »

C'est un des piliers de la réforme du lycée. Cet *enseignement* se déroule sur 72 heures annuelles, soit 2 heures par semaine en moyenne ; il est intégré à l'horaire des élèves, en complément des cours traditionnels.

Il inclut plusieurs activités :

- un soutien aux élèves en difficulté ;
- un approfondissement des connaissances ;
- une aide à l'orientation, qui s'appuie sur le parcours de découverte des métiers et des formations.

à suivre

6 mars 2012

« **moyens** », « accompagnement personnalisé (2) »

« La question des moyens, les moyens toujours les moyens, n'est pas la réponse aux problèmes de l'Éducation nationale aujourd'hui. C'est une question d'organisation, d'efficacité du système de l'Éducation. » *propos du ministre rapportés par la presse*

Puisqu'il est écrit que « l'accompagnement personnalisé est un temps d'*enseignement* intégré à l'horaire de l'élève » (*circulaire du 29 janvier 2010*), celui-ci est inscrit à l'emploi du temps de l'élève et d'un professeur à raison de 2 heures, contiguës ou non, par semaine. Certains proviseurs ont établi à l'emploi du temps des « barrettes » de 2 heures contiguës communes à 2 ou 3 classes, pour assurer aux élèves une prise en charge plus variée.

Au pire, un professeur prend donc en charge 35 élèves, au mieux, trois professeurs enseignent l'accompagnement personnalisé à 105 élèves...

Voir « accompagnement personnalisé (1) », *à suivre*

7 mars 2012

Sigle (9), « **PDMF (1)** » : Parcours de Découverte des Métiers et des Formations

Il est défini par la circulaire du 11 juillet 2008. Ce texte rassemble la plupart des activités à l'information des élèves.

Pour mettre en œuvre toutes ces activités, il faut du temps : 3 ans, soit de la cinquième à la troisième en collège, et de la seconde à la terminale en lycée. Ce souci de *continuité* peut contribuer à éviter les ruptures que l'on pouvait observer dans les anciens « programmes annuels » établis niveau par niveau.

à suivre

8 mars 2012

Sigle (9), « **PDMF (2)** » : Parcours de Découverte des Métiers et des Formations

Il est défini par la circulaire du 11 juillet 2008. Ce texte énumère la plupart des ressources et des intervenants susceptibles de concourir à l'information des élèves.

Pour donner du sens à la succession de ces diverses interventions, il est prévu de jalonner ce parcours avec des « étapes-métier ».

Et mettre en *cohérence* toutes les interventions n'est pas un mince labeur : même dans un cadre défini, l'actualité des contenus peut évoluer, à l'interne de l'éducation nationale tout comme chez les partenaires habituels ; et des demandes ponctuelles d'intervention persistent à l'occasion de campagnes souvent éphémères organisées par ceux qui pensent avoir un message à délivrer aux élèves.

Voir « orientation 7 et 8 », « parties prenantes », *à suivre*

9 mars 2012

Sigle (9), « **PDMF (3)** » : Parcours de Découverte des Métiers et des Formations

Il est défini par la circulaire du 11 juillet 2008. Si ce texte introduit la continuité de la cinquième à la terminale, et la cohérence entre les diverses interventions, il porte sur ce qui est extérieur à l'élève.

Le PDMF, comme son objet l'indique clairement, permet de mieux connaître les activités économiques, de mieux connaître les divers systèmes de formation, mais pas d'éclairer l'élève sur lui-même.

Cette lacune a été rapidement comblée par la diffusion sur le site du ministère d'une plaquette « 15 repères pour la mise en œuvre du parcours de découverte des métiers et des formations » introduite comme suit :

« Les trois dimensions constitutives de la capacité à s'orienter »

Trois dimensions inséparables constituent cette capacité :

- « se familiariser avec l'environnement économique [...] » que nous résumerons ci-après sous le terme synthétique « Découverte des métiers »
- « connaître les systèmes d'éducation [...] » résumé par la formule « Découverte des formations »
- « savoir s'auto-évaluer [...] » résumé ci-après dans l'expression « Auto-évaluation connaissance de soi ».

Les deux premières dimensions sont les plus immédiatement identifiables. La troisième, nouvelle, relève de la capacité de l'élève à réfléchir sur soi-même, à s'auto-évaluer, à identifier ses points forts et ses faiblesses, notamment dans ses méthodes d'apprentissage. Elle tient aussi compte de ses centres d'intérêts, ses goûts, ses valeurs, et de la manière dont ils évoluent, peuvent s'enrichir et s'élargir, au fur et à mesure des expériences réalisées ou des connaissances acquises. Cette 3^e dimension est celle où il convient d'ouvrir

systématiquement l'horizon de la curiosité afin de permettre à l'élève d'acquérir la capacité à saisir les opportunités (esprit d'initiative).

Comme toute activité d'apprentissage, il y a lieu aussi de procéder à la juste évaluation des acquis des élèves, qui auront, à chaque transition importante, à les mettre en pratique en situation réelle, avec leurs parents : construire les dossiers de candidature, adopter une démarche de vœux ouverte et adaptée, s'intégrer au sein des poursuites d'études choisies.

Au total, c'est bien la construction de l'autonomie qui est visée, et l'exercice individuel d'une liberté de choix. »

Par bonheur, cette dimension, qui n'est pas *nouvelle* pour les CIO, n'a jamais fait l'objet d'une impasse pour les personnels d'orientation.

Voir « EAO 1, 2, 3 et 4 »

12 mars 2012

« enseignements d'exploration (1) », « orientation (22) »

« Ces enseignements permettent de développer la curiosité des élèves et d'éclairer leur choix d'orientation. », mais ils « ne pré-déterminent en rien la poursuite d'étude au cycle terminal : ils ne constituent pas des pré-requis pour s'engager dans telle ou telle série ou pour choisir tel enseignement spécifique en première.[...] la classe de seconde est ainsi véritablement une classe de détermination » *note du 20 avril 2010*

Les « enseignements d'exploration » sont un autre pilier de la réforme du lycée. Chaque élève doit en choisir deux, exceptionnellement trois. Ils mobilisent 1h30 ou 3h à l'emploi du temps, mais de façon souple, pour permettre de faire des visites ou d'accueillir des intervenants extérieurs ; les enseignants sont invités à travailler en équipe voire intervenir à plusieurs selon un projet commun.

Malgré la date tardive de parution des textes (fin avril), certaines équipes pédagogiques se sont mobilisées pour offrir des contenus attrayants aux élèves à la rentrée.

Les rectorats ont également eu peu de délai pour établir la carte de ces enseignements dans les lycées et ceci sur la base des équipes pédagogiques en place, ce qui a pu entretenir la confusion avec certains anciens enseignements de détermination ; tout le monde n'a pas non plus saisi tout de suite l'absence de lien avec l'affectation en 1^{re} ; quant aux contenus en termes d'information pour l'orientation, ils sont le plus souvent absents.

Voir « accompagnement personnalisé (1 et 2) », « inné », « moyens » ; *à suivre*

13 mars 2012

« enseignements d'exploration (2) »

« Une évaluation est nécessaire pour permettre aux élèves de prendre conscience des compétences acquises et des progrès accomplis dans les domaines explorés. Spécifique à chaque enseignement d'exploration, l'évaluation aide les élèves à affiner leur projet d'orientation de façon éclairée mais ne constitue en aucun cas un critère ou un pré-requis pour accéder à telle ou telle série. L'évaluation des enseignements d'exploration permettra aussi de mettre en valeur l'engagement, l'autonomie et les initiatives des élèves. » *note du 20 avril 2010*

L'évaluation en lycée général et technologique, voilà bien une considération originale, pour ne pas dire révolutionnaire et qui, dans la hâte de la mise en place, a été estompée ; par les enseignants, qui, à l'exception de quelques disciplines, sont peu familiarisés avec une évaluation différente de la notation ; par les élèves, peu sensibles à ce qui n'est pas directement utile à leur passage dans le cycle terminal qu'ils convoitent.

Voir « enseignements d'exploration (1) »

14 mars 2012

« pourquoi ? (1) »

Hier, *Soir/3* a dirigé son *focus* sur les conseillers d'orientation, la présentatrice indique : « selon une étude, c'est même la figure la plus détestée par bon nombre de jeunes, loin devant les policiers ».



Oui, mais pourquoi ?

L'explication, symbolique et brève, est pourtant donnée dans l'étude invoquée :

« La figure la plus détestée par nombre de jeunes est celle du conseiller d'orientation à la fin du collège, loin devant les policiers.

Il cristallise sur sa personne l'inadéquation entre formation et insertion sociale. »

Si la généralisation des images 16/9 limite l'espace, elle ne doit pas contribuer à tronquer l'information.

à suivre

15 mars 2012

« pourquoi ? (2) »

Avant-hier, *Soir/3* avait dirigé son *focus* sur les conseillers d'orientation.

La présentatrice introduit son propos en évoquant un humoriste et un spécialiste des banlieues et de l'islam, dont une enquête « confirme le désamour vis-à-vis des conseillers d'orientation » et d'ajouter : « ce titre-même est usurpé ».

Or l'étude évoquée, qui porte sur le logement, l'urbanisme, l'éducation, l'emploi, la sécurité et le lien de ce contexte social avec les dimensions politiques et religieuses, concerne des quartiers de 2 communes de la banlieue parisienne ; et les réflexions qu'elle inspire ne sont pas généralisables à l'ensemble de ces deux communes, encore moins à l'ensemble des banlieues en France.

Après la violence de l'introduction, la rubrique se poursuit, partielle et partielle.

Oui, mais pourquoi ?

L'explication, on aimerait bien la connaître.

Voir « pourquoi ? (1) », à suivre

16 mars 2012

« pourquoi ? (3) »

Mardi 13, *Soir/3* avait dirigé son *focus* sur les conseillers d'orientation.

Pour illustrer une petite phrase extraite de son contexte, la rubrique fait appel à trois témoins, mais si on entend Mamadou et Abdoulaye, on ne donne pas la parole à Fatou ; de même, la figure détestée « *du* » conseiller d'orientation devient à l'écran celle « *de la* » conseillère d'orientation ; cinq jours après la journée internationale de la femme, le naturel revient au galop.

Après avoir précisé qu'il n'y a qu'un conseiller d'orientation psychologue pour 1400 élèves, on donne 15 secondes à une de nos collègues, qui généralise la problématique aux déterminants de l'orientation et à l'adolescence (bravo Sylvie).

Sur fond d'image du 110 de la rue de Grenelle, on annonce : « du côté du ministère de l'éducation nationale on reconnaît le problème » (lequel ?) ; commence alors une intervention, non pas celle du ministre de l'éducation nationale venant à la rescousse de ses personnels, mais celle du délégué à l'information et à l'orientation auprès du premier ministre (DIO).

Il faut savoir que le DIO est hébergé par le ministère de l'éducation nationale, mais ses bureaux sont situés dans l'immeuble situé en face du 110.

Quand les reporters confondent le côté pair d'une rue avec l'impair, on comprend pourquoi les téléspectateurs peuvent être désorientés.

Voir « pourquoi ? (1 et 2) »

19 mars 2012

Sigle (10), « **VAE (1)** » : Validation des Acquis de l'Expérience

En 1985, un décret fixe les conditions d'études, d'expérience professionnelle et d'acquis personnels permettant l'accès à différents niveaux d'études supérieures en dispense des titres habituellement requis.

En 1992, une loi actualise les dispositions concernant les études supérieures, et introduit la possibilité d'obtenir partiellement un diplôme de l'éducation nationale, c'est la validation des acquis professionnels (VAP).

La loi de modernisation sociale de 2002 instaure la « validation des acquis de l'expérience (VAE) » qui élargit les possibilités : obtention d'un diplôme ou d'un titre délivré par un service de l'Etat, y compris certains diplômes de l'enseignement supérieur, obtention d'un certificat de qualification professionnelle (CQP) délivré par une branche professionnelle.

Il y a désormais quatre façons d'obtenir une certification : la formation initiale, la formation continue, l'apprentissage et la VAE.

à suivre

20 mars 2012

« **expérience (1)** », « VAE (2) »

« Peuvent être prises en compte, au titre de la validation, l'ensemble des compétences professionnelles acquises dans l'exercice d'une *activité salariée, non salariée ou bénévole*, en rapport direct avec le contenu du diplôme ou du titre. La durée minimale d'activité requise ne peut être inférieure à trois ans » *Art. L. 335-5 du code de l'éducation*

La loi de modernisation sociale de 2002 a ramené de 5 à 3 ans la durée de l'activité prise en compte, et défini de façon élargie les circonstances dans lesquelles les compétences ont été mises en œuvre ; il faudra bien sûr pouvoir attester de ces circonstances.

Voir « VAE (1) », *à suivre*

21 mars 2012

« **expérience (2)** », « VAE (3) »

« recherche technicien, 2 ans d'expérience », « les jeunes n'ont aucune expérience », « j'ai 55 ans, on m'a dit que j'avais trop d'expérience pour ce poste », *l'expérience, refrain de l'offre d'emploi, prétexte du non recrutement*

Il y a plus de 20 ans maintenant, l'éducation nationale affirmait que le monde du travail pouvait conférer des compétences professionnelles au même titre qu'une formation, et a créé un dispositif pour les reconnaître et contribuer à l'obtention d'un diplôme.

Si l'on admet que le monde du travail peut être formateur, le monde du travail serait bien inspiré d'admettre que tout ce qui est vécu constitue une expérience ; les études développent notamment de nombreuses qualités personnelles recherchées dans les emplois : être assidu, ponctuel, savoir s'exprimer, rendre compte de son activité, respecter des consignes, des règles, s'engager dans un projet, participer à des activités collectives...

Jeunes, cessez dorénavant de vous laisser considérer, ou pire, de vous présenter vous-mêmes comme sans expérience.

Voir « s'insérer (1) », « expérience (1) », « VAE (2) » ; à suivre

22 mars 2012

« **acquis** », « VAE (4) »

« je n'ai pas envie d'aller en formation, je vais travailler et passer mon diplôme dans 3 ans avec la VAE » *propos pour le moins optimistes*

« Les conventions en vertu desquelles sont conclus les CIE, peuvent prévoir des actions d'orientation, de formation professionnelle ou de validation des acquis de l'expérience (VAE) ou des mesures d'accompagnement professionnel de nature à faciliter la réalisation du projet professionnel du bénéficiaire du contrat. » ; *ces dispositions ont assuré un certain succès au contrat initiative emploi ancienne formule ; des jeunes et des employeurs y ont vu moins de contraintes que dans le contrat d'apprentissage...*

Mais l'avenir des jeunes ne peut pas se construire sur le modèle du passé des anciens, qui ont eu moins l'accès à la scolarisation et la formation, et se sont trouvés plus fréquemment dans la nécessité d'un emploi précoce.

En effet, la période d'emploi doit donner lieu à la découverte et à la pratique d'activités *qualifiées* : une ouvrière qui a soudé pendant 20 ans des semelles de chaussures a développé des capacités : coordination oculo-motrice, respect des consignes et des normes, résistance à des tâches répétitives... mais peu d'acquis à valider.

Voir « alternance (2) », « mesures (1) », « VAE (1 et 2) » ; à suivre

Ephéméride (1) : les amateurs d'histoire contemporaine pourront se remémorer ou découvrir, via leur moteur de recherche favori, ce qu'a été le « *mouvement du 22 mars* »

23 mars 2012

« **validation** », « VAE (5) »

« Avec la VAE j'ai eu presque tout mon BTS, sauf l'anglais ! » *propos teintés de déception d'une secrétaire dont l'entreprise n'a pas de relations régulières avec l'étranger*

Pour être validables, les acquis de l'expérience doivent correspondre aux programmes des épreuves auxquelles se présentent les personnes ayant suivi une formation ; ils doivent aussi pouvoir être démontrés, soit par une mise en situation, comme pour les titres professionnels du ministère du travail, ou être décrits dans un dossier, comme pour les diplômes de l'éducation nationale.

La validation ne se fait donc pas sans formalités, mais, tout au long du parcours, le candidat peut être accompagné.

Faut-il viser un certificat, un titre, un diplôme ? Lequel ? Le candidat peut être éclairé sur son projet dans des relais conseil financés par les régions et auxquels les CIO sont souvent associés.

Dans le cadre de la VAE, les diplômes et les valideurs sont les mêmes qu'en formation initiale ; ils proposent souvent un accompagnement aux démarches.

Pour effectuer les démarches et constituer un dossier, il faut du temps qui peut prendre la forme d'un congé VAE ; ce congé existe au même titre qu'un congé bilan de compétences ou un congé formation.

Au bout du processus, la validation peut être totale, ou partielle ; dans ce cas, les unités validées le restent pendant 5 ans en général, le temps de se former aux unités manquantes et de les valider en se présentant aux épreuves correspondantes de l'examen ponctuel.

Voir « VAE (1, 2 et 4) » ; à suivre

26 mars 2012

« **100-80-50** »

Ce sont, nous le savons, les objectifs fixés par la Nation au système de formation.

Pour ce qui est des 50% de réussite des études supérieures, on a progressé un peu pour atteindre **43 %**.

Les bacheliers qui n'ont pas validé ou qui n'ont pas entrepris d'études supérieures représentent 23 %, ce qui nous amène à un taux de **66 %** de « niveau bac » qui stagne depuis une vingtaine d'années.

Avec les 17 % de CAP et 8 % de diplôme national du brevet (DNB), on atteint **90 %** de jeunes ayant au moins une première formation professionnelle ou générale.

Restent 73 000 jeunes qui sortent sans avoir obtenu ou préparé de diplôme. Certains sortent du collège ou en cours de second cycle « sans diplôme » précisément pour entrer en apprentissage et en préparer un, sinon d'où viendraient les 400 000 apprentis ? Mais on peut aussi déjà avoir un bac et préparer un CAP par apprentissage.

Les jeunes les plus en difficulté ont souvent des parcours chaotiques : sortie du collège, rupture d'apprentissage, dispositif d'insertion, rescolarisation (ceci n'est pas un cas d'école).

Les statistiques sont des arrêts sur image successifs, avec des recouvrements partiels, et des situations hors champ.

Mais si l'on pouvait disposer au niveau national de 100 % d'information sur les *cursus*, ce que les CIO possèdent en grande partie localement pour les établissements publics, on pourrait passer des slogans à des propositions pertinentes.

Ceci était le 100^e mot du jour.

Voir « CAP », « alternance (2) » ; à suivre

27 mars 2012

« **tranche d'âge (1)** »

« la Nation fixe au système éducatif l'objectif de garantir que 100 % des élèves aient acquis au terme de leur formation scolaire un diplôme ou une qualification reconnue, et d'assurer que 80 % d'une classe d'âge accèdent au niveau du baccalauréat. Elle se fixe en outre comme objectif de conduire 50 % de l'ensemble d'une classe d'âge à un diplôme de l'enseignement supérieur. »
rapport préalable au vote de la Loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école de 2005, dite loi Fillon

La proportion de diplômés dans une génération, pour une année donnée, est, pour chaque âge, le rapport du nombre de lauréats à la population totale de cet âge.

L'évolution de cette proportion qui décrit parfois des dents de scie, s'apprécie mieux à moyen terme ; en effet, chaque année, l'INSEE ajuste les effectifs de la population totale qui sert de référence, et, pour un diplôme donné, les lauréats se dispersent sur plusieurs tranches d'âge comme l'illustre l'exemple suivant.

Soient dans une académie donnée 18 000 élèves de 14 à 24 ans accueillis en terminale ; en dehors des cas extrêmes, les tranches de 16 à 21 ans comptent chacune au moins 1 % de l'effectif autour d'un âge moyen de 17 ans et 9 mois :

- 52 % d'entre eux sont en terminale de bac général, ils ont en moyenne 17 ans et 3 mois ;
- 31 % d'entre eux sont en terminale de bac technologique, ils ont en moyenne 18 ans ;
- 17 % d'entre eux sont en terminale de bac professionnel, ils ont en moyenne 19 ans.

Voir « 100-80-50 », à suivre

28 mars 2012

Sigle (11), « **SEGPA** » : Section d'Enseignement Général et Professionnel Adapté

Intégrées dans certains collèges, les SEGPA accueillent des élèves ayant des difficultés d'apprentissage graves et durables ; les candidatures sont proposées par les écoles ou les parents, et les dossiers sont examinés par une *commission départementale d'orientation*.

Les enseignements, assurés par des professeurs spécialisés, s'organisent de la 6^e à la 3^e ; ils contribuent à l'acquisition du socle commun de connaissances et de compétences.

À partir de la classe de quatrième, en liaison avec des lycées et des C.F.A. de proximité, les élèves découvrent différents champs professionnels.

Si en fin de 3^e quelques élèves peuvent envisager le diplôme national du brevet (D.N.B.), la plupart passent le *certificat de formation générale* (CFG).

29 mars 2012

« **tranche d'âge (2)** »

Les années scolaires ne coïncident pas avec les années civiles, aussi à 11 ans, il reste encore des élèves à l'école élémentaire, mais 97 % des élèves du secondaire sont en 6^e.

L'entrée au collège dans leur 12^e année des (presque) derniers écoliers et la pratique du doublement réduit à 78 % la part des élèves de 12 ans en 5^e, à 74 % celles des 13 ans en 4^e, et à 70 % celle des 14 ans en 3^e.

L'accès aux divers parcours avec les décalages dus aux retards scolaires observés au collège et la persistance des doublements accentuent la dispersion : à 16 ans, il reste encore des collégiens alors qu'une poignée d'élèves font déjà leur entrée en classe préparatoire aux grandes écoles.

A 17 ans, les élèves occupent l'éventail des classes de lycée : terminale générale, terminale technologique, 1^{re} technologique, 1^{re} générale, 2nde générale et technologique ; 1^{re} professionnelle, terminale de BEP ou de CAP, 2nde professionnelle ou 1^{re} année de CAP.

A 19 ans, ceux qui n'ont pas rejoint l'université, les écoles spécialisées ou la vie active, sont en 1^{re} ou 2^e année de BTS, en 2^e année de classe préparatoire aux grandes écoles ; en terminale technologique, terminale générale, 1^{re} technologique ; en terminale professionnelle, 1^{re} professionnelle, terminale de BEP ou de CAP...

Ces éléments visant à donner un ordre de grandeur de la diversité déjà importante des situations n'intègrent pas l'enseignement agricole, l'apprentissage, ni le supérieur hors lycée.

Voir « tranche d'âge (1) », à suivre

30 mars 2012

« **synecdoque** »

Une synecdoque est une figure de style qui consiste à utiliser un mot dans un sens plus large ou plus restreint qu'il ne comporte habituellement.

« Il y a des difficultés persistantes de recrutement dans certains secteurs : l'orientation est un moyen de mieux répondre aux besoins du marché du travail. » ; « La mission de l'orientation est-elle de satisfaire les besoins immédiats des entreprises ? »

Dans ce contexte, le mot orientation ne désigne pas à leur modeste niveau les acteurs chargés de cette fonction, mais bien l'autorité de tutelle qui définit la politique de ses services, à savoir l'éducation nationale elle-même.

voir « polysémie (1 et suivantes) », « orientation (20) »